

*Nouvelle journée de manifestation, ce mardi. Deuxième semaine de grève dans de nombreux secteurs. Vote de la loi au Sénat, jeudi. C'est maintenant que ça se joue : renforçons la grève, pour gagner le retrait et ne pas perdre 2 ans de notre vie !*

## Manifestations dans toute la France

Ce mardi, l'ensemble des organisations syndicales appelle à manifester. A la veille du vote par le Sénat, il est décisif d'être extrêmement nombreux/ses dans les rues pour redire notre refus de la contre-réforme gouvernemental, notre volonté d'un autre partage des richesses.

## La grève est reconduite

Lundi, les salarié-e-s des 12 raffineries du pays ont reconduit la grève ; de même pour les Assemblées Générales de cheminot-e-s dans toute la France ; la grève se poursuit aussi dans des dizaines de centres d'impôts, de très nombreuses Collectivités Territoriales, plusieurs académies de l'Education nationale, à EDF/GDF Suez, dans un nombre important d'entreprises privées (Chimie, Automobile, ...) ; lycéen-ne-s et étudiant-e-s sont aussi dans l'action

## Les grévistes agissent

Dans tous les départements, des barrages ont été formés devant des dépôts de carburants, à l'entrée de zones industrielles, de ports, ... C'est une réponse au gouvernement qui expulse des piquets de grève, menace de prison les grévistes des raffineries, fait charger violemment les manifestations lycéennes.

## Grève générale !

→ Nous sommes dans la 2<sup>ème</sup> semaine de grève,  
→ Des millions de salarié-e-s manifestent,  
→ Le projet de loi est soumis au Sénat demain,  
**Plus que jamais, il est de la responsabilité du mouvement syndical d'appeler clairement à la grève générale.** C'est ce que défend publiquement l'Union syndicale Solidaires, c'est ce que nos équipes syndicales mettent en œuvre, avec les collectifs militants d'autres organisations.

Il s'agit d'efficacité. Nous voulons que ce projet de loi soit abandonné, et pour cela il faut amplifier le mouvement entamé il y a une semaine.

Faire circuler l'information est déterminant dans la réussite de la grève. Solidaires s'y emploie à travers une rubrique "Action !" sur son site : <http://www.solidaires.org/rubrique365.html>. Envoyez vos informations sur [contact@solidaires.org](mailto:contact@solidaires.org) pour alimenter celle-ci et le présent bulletin quotidien.

Le bénéfice des seules entreprises françaises du CAC 40, uniquement pour les années 2007 à 2009, c'est ... 212 milliards d'euros. Ces mêmes bénéfices ont augmenté de 85% au premier semestre 2010.  
*Et il n'y aurait pas d'argent pour nos salaires et nos retraites ?*

Il y a 15 ans, 76% de la richesse produite par notre travail était reversée en salaires. Aujourd'hui, on ne nous restitue que 66% de la richesse que nous produisons. Outre l'exploitation toujours plus grande que cela représente, c'est aussi plus de 50 milliards par an perdus pour les cotisations sociales. Pendant ce temps, les dividendes versés aux actionnaires ont considérablement augmenté. Nous avons perdu en salaires, protection sociale, retraite, ce que patrons et actionnaires ont gagné en profits supplémentaires.  
*Et si on inversait la tendance ?*

Gouvernement et patrons disent : En 2000, 2 salarié-e-s cotisaient pour 1 retraité-e. En 2040, il n'y aura qu'1,25 salarié-e pour 1 retraité-e, ce ne sera pas suffisant.  
Ils « oublient » de dire : Chaque salarié-e de 2040 produira, pour le même temps de travail, autant que 2 salarié-e-s de 2000.  
Donc, il y aura largement de quoi payer les cotisations d'1 retraité-e, mais aussi augmenter les pensions, les salaires, diminuer le temps de travail.  
*A condition de taxer les profits, pas notre niveau de vie !*

*Assez d'inégalités, clament le gouvernement et les patrons ...*  
Député-e-s et sénateurs/trices touchent une retraite à taux plein après 22,5 années de cotisations. Un-e parlementaire ayant exercé deux mandats touche à 60 ans une retraite de 3 096 euros par mois ... et pour 80% d'entre eux, cela se cumule avec d'autres retraites.

- Exonération de cotisations sociales
  - stock-options : 3,3 milliards par an.
  - intéressement et participation : 8 milliards par an.
  - mesures « pour l'emploi » : 3 milliards par an.
  - Fond de réserve pour les retraites : 33 milliards.
  - Bouclier fiscal : 585 milliards par an.
  - En 2008, 834 contribuables dont le patrimoine est supérieur à 15,6 millions d'euros ont touché, chacun-e, 368 261 euros.
  - Niches fiscales réservées au 1% les plus riches : 3 milliards par an.
- Oui, il y a d'autres solutions que d'allonger la durée de cotisations, repousser l'âge de la retraite et baisser les pensions !*

Le Conseil d'Orientation des Retraites estime qu'en 2050 le besoin de financement des régimes de retraite serait de 115 milliards d'euros.  
*Mais selon les mêmes estimations*  
Le Produit Intérieur Brut sera alors supérieur à 3 800 milliards d'euros. Soit 1 900 milliards de plus qu'aujourd'hui.  
*Difficile de trouver éventuellement 115 milliards pour nos retraites dans ces 1 900 milliards supplémentaires ?*